

MERCREDI 17 JANVIER 2018

Forte mobilisation devant l'Inspection Académique

Pas moins de 200 hauts-pyrénéens se sont acheminées en bus, en voiture, à pied jusqu'au lieu du rendez-vous de ce mercredi 17 janvier 2018: l'Inspection Académique de Tarbes aux bureaux comme désaffectés derrière ses stores baissés !

200 personnes causantes, chantantes, tintinnabulantes, en un mot bruyantes et surtout patientes même quand la pluie s'est faite battante. Patients, ces cœurs vaillants portés par tous les cœurs de ceux qui malheureusement n'avaient pas pu être des leurs, patients car déterminés...

Déterminés aussi la vingtaine d'élus présents, élus de communes avec ou sans écoles, les deux délégués de parents et les deux membres du SNUipp pour défendre la cause de l'école rurale et des territoires ruraux !

Tous entendus, pendant près d'une heure quarante-cinq, par Monsieur Thierry Aumage, l'Inspecteur d'Académie, conciliant surtout avec les élus, charmant, élégant et quelquefois cassant... Nos représentants ont exprimé leur solidarité pour l'école rurale conscients que se pose ici la question essentielle de la survie du territoire haut-pyrénéen. Ils ont donc confirmé leur détermination à résister pour vivre.

Elus des Hautes-Pyrénées, rejoignez-les, informez... **Une motion de sauvegarde des écoles** va vous être transmise, validez la et transmettez la, signée, à la mairie d'Esparros. Ce sera pour vous qui n'avez pas été averti et consulté pour le Plan d'Action ruralité (signé donc sans votre aval) d'exprimer votre volonté de défendre votre territoire rural.

A tous, continuez à signer et à faire signer des pétitions, toujours dans le but de communiquer... Soyez prêts à vous mobiliser à nouveau comme pour les actions rond-point...

Quel avenir pour nos écoles rurales mais aussi pour l'école?

Pour la rentrée 2018, le gouvernement a créé 3 880 postes alors qu'il en aurait fallu 6 400 au moins pour répondre à la demande ministérielle de dédoubler les CP et les CE1 de REP et REP+. Sur ces 3880 postes alloués à toute la France, seulement 89 sont destinés à l'Académie de Toulouse !

Souhaitez-vous la généralisation de classes surchargées de trente élèves par exemple ? Des transports longs et harassants pour les enfants et coûteux pour les parents, (et oui, contrairement à la Haute-Garonne où le transport scolaire est gratuit), des toutes petites sections remplacées par des structures payantes pour les parents sous forme de crèches collectives...